

Matières premières : les gagnants et les perdants

En 1985, on a assisté à une baisse des cours des matières premières. Au-delà des mouvements conjoncturels qui ont pu affecter tel ou tel produit, il s'agit d'un phénomène général : en moyenne annuelle, par rapport à 1984, la baisse des cours en dollar atteint environ 3 % pour le minerai de fer, 6 % pour le pétrole brut et le gaz naturel, 10 % pour l'ensemble des produits agricoles, 10 % également pour l'ensemble des minerais et métaux non ferreux ⁽¹⁾. Or, de 1984 à 1985, le pouvoir d'achat du dollar a peu varié en moyenne annuelle ⁽²⁾, de sorte que ces baisses nominales correspondent, pour l'essentiel, à des diminutions en termes réels. Quelle est la signification et quelles sont les implications de ce mouvement dans le contexte général de l'économie mondiale ?

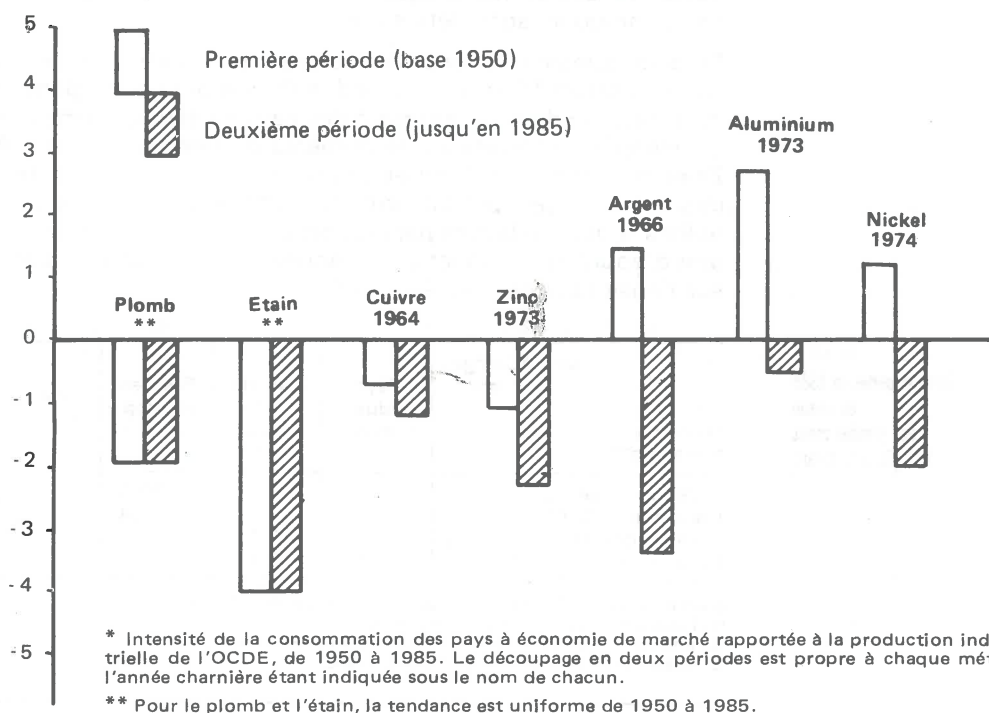
Des facteurs structurels de baisse des prix

Quels que soient les indicateurs retenus ⁽³⁾, les résultats sont concordants : alors que la reprise économique de 1984 n'avait eu qu'une faible incidence sur les prix, les matières premières tendent aujourd'hui à rejoindre le mouvement tendanciel de baisse en termes réels, qui avait caractérisé les années cinquante et soixante.

Bien qu'il soit général, ce mouvement de baisse a toutefois une signification différente selon les produits : il reflète surtout, dans chaque cas, la confrontation de l'offre et de la demande au niveau mondial.

a) Pour les métaux, le rôle essentiel appartient à la mutation du mode de croissance : la troisième révolution industrielle tend, en effet, à diminuer l'utilisation relative des métaux pour la fabrication des produits manufacturés. Ce méca-

GRAPHIQUE
Consommation unitaire de métaux non ferreux *
(taux annuels % de variation)



(1) Ces chiffres sont obtenus par moyenne pondérée à partir des données du *Bulletin mensuel des prix des produits de base* (CNUCED) et du *Bulletin mensuel de statistique* (ONU). Pour le pétrole, ceci correspond à la baisse du prix moyen F.o.b. par baril qui est retracée dans le n° 38 des *Perspectives économiques de l'OCDE* : de 28,2 \$ en 1984 à 26,5 \$ en 1985.

(2) En moyenne annuelle et en dollars, les prix à l'exportation des pays de l'OCDE ont baissé d'environ 0,7 %, cependant que les prix PIB auraient crû de 1,5 %.

(3) Le calcul dépend à la fois de l'indice de prix de référence et du déflateur utilisé. Sur la base de 1950, la Banque mondiale obtient en 1985 l'indice 63, cependant que l'indice global établi par *The Economist* est de 90.

nisme, bien connu pour le fer et l'acier ⁽⁴⁾, se retrouve pour tous les métaux non ferreux (voir graphique) et il se heurte aux plans d'expansion des producteurs. C'est ainsi que la consommation unitaire de plomb et d'étain baisse continuellement depuis 1950 ; pour le cuivre et le zinc, le mouvement de baisse était déjà ancien, mais il s'est accéléré dans la dernière période (respectivement depuis 1964 et depuis 1973) ; enfin, ce mouvement succède à une phase antérieure de hausse pour l'argent (depuis 1966), l'aluminium (depuis 1973) et le nickel (depuis 1974).

b) En ce qui concerne les produits agricoles, la faible croissance relative de la demande ne marque pas de rupture par rapport aux évolutions antérieures : la baisse de la part de l'alimentation dans la consommation finale des ménages, comme celle des matières premières agricoles dans la consommation intermédiaire des entreprises, ont été observées depuis longtemps. Les variations de cours reflètent donc principalement les changements intervenus dans la production mondiale, et les aléas climatiques peuvent jouer alternativement dans un sens ou dans l'autre ⁽⁵⁾.

c) Pour l'énergie, enfin, le nombre des producteurs s'est accru alors que la mutation de la demande a été particulièrement brutale : les deux chocs pétroliers ont entraîné une réduction drastique de la consommation unitaire dans les économies importatrices, qui a amplifié les mutations découlant de la troisième révolution industrielle ; en outre, le manque de cohésion des exportateurs de pétrole accélère le mouvement de baisse depuis le dernier trimestre de 1985.

2 Le gain apparent des pays industrialisés

On peut réaliser l'exercice qui consiste à calculer de façon mécanique les gains et les pertes des différents pays ou groupes de pays, dus à la baisse des prix enregistrée en 1985, en partant des flux d'échanges de 1984, et en supposant toutes choses égales par ailleurs. On détermine d'abord, à partir de la banque de données Chelem et pour chaque catégorie de matières premières, les soldes commerciaux (exportations moins importations) de chacune des zones. On multiplie ensuite ces soldes par les taux correspondants de baisse des prix ⁽⁶⁾, ce qui donne des pertes lorsque les échanges concernés sont excédentaires et des gains lorsqu'ils sont déficitaires.

En décomposant l'économie mondiale en quatre grandes zones (tableau 1), il apparaît qu'en 1985 les pays industrialisés ont gagné globalement 12,9 milliards de dollars, au détriment surtout des pays en développement, mais aussi des pays développés exportateurs de matières premières (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud) et des pays de l'Est. Pour les deux tiers, ce gain est imputable au seul pétrole brut, sur la base d'une baisse des prix de 6 % ; à 18 dollars le baril, la baisse par rapport à 1984 serait six fois plus forte, et ceci permet d'apprécier l'impact d'un fléchissement du prix du baril qui se prolongerait sur l'ensemble de l'année 1986.

TABEAU 1
Gains et pertes en 1985
au niveau
des grandes zones
(en milliards de dollars)

Dans échanges avec :		Pays industrialisés	Canada et ANZAS	Pays en développement	Pays de l'Est	Total	(dont pétrole)
Gains ou pertes de :							
Pays industrialisés	(a)	—	1,9	10,4	0,6	12,9	(8,3)
Canada et ANZAS	(b)	— 1,9	—	— 0,4	— 0,2	— 2,5	(0,1)
Pays en développement	(c)	— 10,4	0,4	—	0,1	— 9,9	(— 7,8)
Pays de l'Est		— 0,6	0,2	— 0,1	—	— 0,5	(— 0,6)

Source : Calcul CEPII à partir de la banque de données Chelem.

(a) Etats-Unis, Japon, Europe occidentale

(b) ANZAS = Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud

(c) Autres pays à économie de marché, Chine.

(4) Voir notamment *La Lettre du CEPII*, n° 44, décembre 1984, « Sidérurgie : de la maladie à la convalescence ? ».

(5) Ainsi le cours du café est-il remonté fin 1985, à la suite d'informations sur la baisse attendue de la production brésilienne.

(6) Les taux de baisse retenus sont ceux qui ont été cités dans l'introduction de la présente lettre. Ils permettent seulement de fixer des ordres de grandeur. A noter que le prix du charbon est resté stable, et que l'on n'a pas inclus les produits sidérurgiques (considérés comme des produits manufacturés). En ne retenant que des prix mondiaux au niveau de la nomenclature Chelem (au total 10 postes de matières premières), on néglige les évolutions divergentes tant entre les marchés (exemple de la politique agricole commune) qu'entre les produits situés à un niveau plus fin.

Symétriquement, les trois autres zones sont perdantes. L'ensemble du Canada et de l'ANZAS perd dans tous ses échanges, et pour l'essentiel sur les produits non pétroliers. Les pays en développement perdent 10,4 milliards de dollars dans leurs échanges avec les pays industrialisés, et n'enregistrent que des gains modestes sur les autres zones. Enfin, les pays de l'Est sont les moins touchés, et ils bénéficient même d'un léger gain dans leurs échanges avec le Canada et l'ANZAS.

3
Principaux gagnants :
Japon, Allemagne,
N.P.I. d'Asie

Si le découpage en quatre grandes zones permet de situer certains enjeux, il masque de grandes disparités, tant parmi les pays industrialisés que parmi les pays en développement. Le classement des principaux gagnants (tableau 2) ne coïncide pas, en effet, avec celui obtenu selon les niveaux de développement, car il reflète la structure sectorielle des échanges ⁽⁷⁾. C'est la raison pour laquelle, derrière le Japon (5 milliards \$ de gains) et l'Allemagne fédérale (2,1 milliards), on voit figurer au troisième rang des gagnants les Nouveaux Pays Industriels d'Asie (Taïwan, Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour).

En revanche, trois anciens pays industriels se distinguent des autres. Les Etats-Unis — et, à un moindre degré, la France — sont des exportateurs nets de produits agricoles, et les pertes qu'ils subissent sur ces produits viennent atténuer leur gain global. Le Royaume-Uni, qui est rajouté en bas du tableau 2, offre une image encore plus contrastée : devenu un exportateur net de pétrole brut, il subit des pertes accentuées sur ce produit, qui compensent entièrement les gains obtenus sur les autres matières premières.

TABLEAU 2
Classement des gagnants
en 1985
 (en milliards de dollars)

Sur branches :	Produits agricoles	Minerais et métaux	Gaz naturel	Pétrole brut	Total
Gains ou pertes de :					
Japon	1,5	0,7	0,5	2,3	5,0
Allemagne	0,9	0,1	0,3	0,8	2,1
N.P.I. d'Asie	0,7	0,2	—	1,1	2,0
Italie	0,6	0,1	0,2	0,8	1,7
Europe Méridionale	—	—	0,1	1,1	1,2
France	- 0,1	0,1	0,2	0,9	1,1
Etats-Unis	- 1,9	0,5	0,2	2,2	1,0
Royaume-Uni *	0,4	0,1	0,1	- 0,6	—

Source : Calcul CEPIL à partir de la banque de données Chelem.

* La zone Chelem correspondante englobe également la République d'Irlande.

4
Principaux perdants :
Moyen-Orient et Afrique

Parmi les perdants (tableau 3), on trouve à la fois les pays développés exportateurs de matières premières et les pays en développement (à l'exception des Nouveaux Pays Industriels d'Asie). Les pays pétroliers du Moyen-Orient sont de loin les plus touchés (4,9 milliards de dollars de pertes), en raison de l'importance du pétrole, et en dépit des gains modestes dont ils bénéficient sur les produits agricoles. Il en est de même pour l'Algérie et la Libye, tandis que pour les autres pays de l'Opep et pour le Mexique, aucun gain ne vient atténuer les pertes subies sur le pétrole.

TABLEAU 3
Classements des perdants
en 1985
 (en milliards de dollars)

Sur branches :	Produits agricoles	Minerais et métaux	Gaz naturel	Pétrole brut	Total
Gains ou pertes de :					
Moyen-Orient Opep	0,7	- 0,1	- 0,2	- 5,3	- 4,9
Canada	- 0,7	- 0,5	- 0,2	- 0,1	- 1,5
Autres Afrique Noire	- 0,6	- 0,2	—	- 0,2	- 1,0
Indonésie	—	—	- 0,2	- 0,7	- 0,9
Autres Asie *	- 0,8	—	- 0,1	—	- 0,9
Algérie, Libye	0,2	—	- 0,2	- 0,9	- 0,9
Mexique	—	—	—	- 0,9	- 0,9
Australie, N. Zélande	- 0,6	- 0,4	—	0,2	- 0,8
Nigéria, Gabon	—	—	—	- 0,8	- 0,8
Vénézuéla, Equateur	—	—	—	- 0,7	- 0,7

Source : Calcul CEPIL à partir de la banque de données Chelem.

* Cette zone comprend principalement les Philippines, la Thaïlande, le Pakistan, la Malaisie, le Bangla Desh, la Birmanie, et le Sri Lanka.

(7) Il s'agit ici d'un classement en termes absolus, sans relativiser les résultats par l'importance des pays.

Pour les autres pays ou groupes de pays, en revanche, les pertes sont imputables principalement aux produits agricoles et aux minerais et métaux. Tel est le cas du Canada, des pays d'Afrique Noire non Opep et de la zone des « autres pays d'Asie », cependant que l'Australie et la Nouvelle-Zélande vont jusqu'à obtenir un gain sur le pétrole brut.

Cette dégradation générale de la situation des pays exportateurs de matières premières est imputable à la nature de leur spécialisation, qui elle-même reflète l'insuffisance de leur degré d'industrialisation. A cet égard, on retrouve la grande « fracture » parmi les pays du Sud, entre l'Asie du Sud-Est dont une partie rejoint de plus en plus le groupe des pays développés, l'Amérique latine qui est placée dans une situation intermédiaire, et le plus grand nombre des pays d'Afrique et du Moyen-Orient qui restent très vulnérables face à l'évolution structurelle de la demande mondiale. Le mécanisme de baisse des prix peut même devenir cumulatif lorsque, après une phase de maintien du prix à un niveau artificiellement élevé, la sur-production fait éclater le cartel et incite certains producteurs à compenser la baisse des prix par un nouvel accroissement de production (le pétrole et l'étain ont fourni récemment des exemples très significatifs).



Au niveau d'ensemble de l'économie mondiale, les gains directs des pays industrialisés, mis en évidence par cet exercice, devraient a priori exercer un effet favorable, puisqu'ils permettent une accélération du rythme de croissance et accentuent la désinflation dans la zone motrice. Toutefois, il serait dangereux de minimiser les risques de déstabilisation du système financier international, qui pourraient découler de l'effondrement de tel ou tel prix. Ces risques sont d'autant plus sérieux que certains des pays perdants, lourdement endettés, commencent à engranger les effets bénéfiques des programmes draconiens d'austérité qu'ils avaient dû mettre en œuvre (exemple du Mexique). Dans un mécanisme de réactions en chaîne, ce sont tous les pays qui pourraient, au bout du compte, être perdants.

Vient de paraître

ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle du CEPII (*)
N° 24, 4^e trimestre 1985, 112 pages

Numéro spécial :

Taux de change et système monétaire international

EDITORIAL	Prise de conscience (J.-M. Charpin)
MONNAIES ET FINANCES INTERNATIONALES	Pour une réforme du système monétaire international (D. Lebègue) Un Ecu ou deux ? (M. Aglietta) Une référence pour les taux de change à moyen terme (G. Lafay) Les mutations du système financier japonais : (V. Coudert)
A PARTIR DE CHELEM	Déséquilibres courants et circuits de financement internationaux (A.-M. Boudard)
LU	Deux points de vue sur le système monétaire international (A. Brender)

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. (1) 48.42.64.64
Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française.
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 175 F.
Commande adressée à
La Documentation française.
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex.
Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
Jean-Michel Charpin.

CPPP n° 1462 AD.
Dépôt légal n° 1 375,
1^{er} trimestre 1986.

Imp. Maugein - Tulle

— Imprimé en France.

(*) En vente à la Documentation Française.

• Abonnement d'un an, à partir du 1/1/1986 (4 numéros)	250,00 F
• Prix du numéro	64,00 F